



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°2024-245

PUBLIÉ LE 19 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

80-2024-10-01-00012 - DELEGATION DE SIGNATURE CHEVALIER CELINE-17122024092417 (2 pages)	Page 3
80-2024-08-26-00025 - DELEGATION DE SIGNATURE CLEMENT MICHEL-17122024092708 (2 pages)	Page 6
80-2024-08-26-00026 - DELEGATION DE SIGNATURE COQUANT STEPHANE-17122024092831 (2 pages)	Page 9
80-2024-08-26-00028 - DELEGATION DE SIGNATURE DUFLOT CYRIL-17122024092521 (2 pages)	Page 12
80-2024-08-26-00027 - DELEGATION DE SIGNATURE DUFOUR FREDERIC-17122024092614 (2 pages)	Page 15
Centre hospitalier d'Abbeville /	
80-2024-12-18-00007 - SDirection24121910110 (1 page)	Page 18
Direction Départementale des Territoires et de la Mer /	
80-2024-12-18-00003 - Arrêté fixant le barème indemnisant la perte de récoltes de maïs grain, maïs fourrage, betteraves et tournesol (2 pages)	Page 20
Direction Départementale des Territoires et de la Mer 62 /	
80-2024-12-16-00011 - Classement de salubrité des zones de production de coquillages vivants de la Somme (22 pages)	Page 23
Préfecture de la Somme - Cabinet / Cabinet	
80-2024-12-18-00004 - ARRÊTÉ portant interdiction de rassemblement festif à caractère musical de type free party, rave party, teknival et interdiction de circulation de tout véhicule transportant du matériel de son à destination d'un rassemblement festif à caractère musical dans le département de la Somme (2 pages)	Page 46
80-2024-12-18-00005 - ARRÊTÉ réglementant la vente, le transport et l'utilisation des artifices de divertissements et articles pyrotechniques, des produits combustibles et de l'acide chlorhydrique dans le département de la Somme (2 pages)	Page 49

80-2024-10-01-00012

DELEGATION DE SIGNATURE CHEVALIER
CELINE-17122024092417



EHPAD
COIRET CHEVALIER
80410 CAYEUX SUR MER

A Abbeville, le 1^{er} octobre 2024.

DÉCISION

La Directrice de l'EHPAD Coiret Chevalier,

Vu la Loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu l'article L 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

Vu les articles D 6143-33 à D 6143-35 du Code de la Santé Publique relatif aux conditions dans lesquelles le directeur d'un établissement public de santé peut déléguer sa signature,

Vu le Décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

Vu l'arrêté de la Directrice générale du CNG en date du 2 juillet 2024 nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 26 août 2024,

Vu la convention de direction commune en date du 1^{er} février 2018,

DÉCIDE

Article 1 : Délégation de signature est accordée à Céline CHEVALIER, Attachée d'Administration Hospitalière, aux seules fins de signer les documents administratifs suivants :

- Les éléments relatifs aux stages (conventions, réponses aux demandes)
- Les éléments relatifs aux formations (ordres de mission, convocation)
- Les éléments relatifs aux demandes d'emploi
- Les attestations d'emploi

Page 1 sur 2

- Les éléments relatifs aux dossiers CGOS des agents
- Les convocations pour les demandes d'expertise (agents)
- Les demandes de remboursement ANFH.

Article 2 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation :

- de veiller à ce que toutes décisions ou correspondances emportant conséquences pour le fonctionnement des établissements soient établies dans le respect de la pratique et de la stratégie définies pour l'EHPAD Coiret Chevalier,
- de respecter les procédures réglementaires en vigueur et les procédures mises en place dans l'établissement,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire,
- de rendre compte, chaque fois que nécessaire, des opérations réalisées à l'autorité hiérarchique ou à l'autorité délégante.

Article 3 :

Les signatures des agents visés par la présente décision y sont annexées. Elles doivent être précédées de la mention « Pour la Directrice, et par délégation », suivie des fonctions du signataire. Le nom et le prénom du signataire devront accompagner la signature manuscrite.

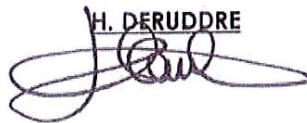
Article 4 : La présente décision sera notifiée à l'intéressée et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

L'attachée d'administration hospitalière,

Mme C. CHEVALIER

La Directrice,

H. DERUDDRE



80-2024-08-26-00025

DELEGATION DE SIGNATURE CLEMENT
MICHEL-17122024092708



EHPAD
COIRET CHEVALIER
137 Rue du Maréchal Foch
80410 CAYEUX SUR MER
Téléphone : 03 22 26 02 20

DECISION

La Directrice de L'EHPAD COIRET-CHEVALIER,

Vu l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

Vu les articles D.6143-33 à 6143-35 du Code de la Santé Publique, relatifs aux conditions dans lesquelles le directeur d'un établissement public de santé peut déléguer sa signature,

Vu le Décret n ° 2099-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du Directoire des établissements publics de santé,

Vu l'arrêté de la Directrice Générale du GNG en date du 2 juillet 2024 nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 28 août 2024,

Vu la convention de direction commune en date du 1^{er} février 2018,

Considérant l'organigramme en date du 26 août 2024,

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature donnée à Monsieur Stéphane Coquant, Directeur Adjoint de l'EHPAD COIRET CHEVALIER, afin de signer tous actes de la compétence de la Directrice, tels que définis par l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration

Article 2 : Délégation de signature donnée à Monsieur Michel CLEMENT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Affaires générales et juridiques, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration,

Article 3 : Délégation de signature donnée à Cyril DUFLOT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Ressources humaines et médicales, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration,

Article 4 : Délégation de signature donnée à Monsieur Frédéric DUFOUR, Coordonnateur général des soins, afin de signer tous actes relevant de la Coordination générale des soins, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration,

Article 5 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation :

- de veiller à ce que toutes décisions ou correspondances emportant conséquences pour le fonctionnement des établissements soient établies dans le respect de la pratique et de la stratégie définies pour l'EHPAD de COIRET CHEVALIER,
- respecter les procédures mise en place dans l'établissement,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire

- de rendre compte, chaque fois que nécessaire, des opérations réalisées à l'autorité hiérarchique ou à l'autorité délégante


Article 6 : Les signatures des agents visés par la présente décision y sont annexées. Elles doivent être précédées de la mentions " Pour la Directrice et par délégation" suivie des fonctions du signataire. Le nom et le prénom du signataire devront accompagner la signature manuscrite.

Article 7 : La présente décision sera notifiée aux intéressés, transmise au Comptable de l'établissement, publiée sur le tableau d'affichage ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

A Cayeux sur Mer, 26 août 2024

Le Directeur Adjoint

Monsieur Michel CLEMENT



La Directrice



Madame Hélène DERUDDRE

80-2024-08-26-00026

DELEGATION DE SIGNATURE COQUANT
STEPHANE-17122024092831



EHPAD
COIRET CHEVALIER
137 Rue du Maréchal Foch
80410 CAYEUX SUR MER
Téléphone : 03 22 26 02 20

DECISION

La Directrice de L'EHPAD COIRET-CHEVALIER,

Vu l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

Vu les articles D.6143-33 à 6143-35 du Code de la Santé Publique, relatifs aux conditions dans lesquelles le directeur d'un établissement public de santé peut déléguer sa signature,

Vu le Décret n ° 2099-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du Directoire des établissements publics de santé.

Vu l'arrêté de la Directrice Générale du GNG en date du 2 juillet 2024 nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 28 août 2024.

Vu la convention de direction commune en date du 1^{er} février 2018.

Considérant l'organigramme en date du 26 août 2024.

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature donnée à Monsieur Stéphane Coquant, Directeur Adjoint de l'EHPAD COIRET CHEVALIER, afin de signer tous actes de la compétence de la Directrice, tels que définis par l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration

Article 2 : Délégation de signature donnée à Monsieur Michel CLEMENT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Affaires générales et juridiques, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 3 : Délégation de signature donnée à Cyril DUFLOT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Ressources humaines et médicales, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 4 : Délégation de signature donnée à Monsieur Frédéric DUFOUR, Coordonnateur général des soins, afin de signer tous actes relevant de la Coordination générale des soins, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 5 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation :

- de veiller à ce que toutes décisions ou correspondances emportant conséquences pour le fonctionnement des établissements soient établies dans le respect de la pratique et de la stratégie définies pour l'EHPAD de COIRET CHEVALIER.
- respecter les procédures mise en place dans l'établissement.
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire

- de rendre compte, chaque fois que nécessaire, des opérations réalisées à l'autorité hiérarchique ou à l'autorité délégante


Article 6 : Les signatures des agents visés par la présente décision y sont annexées. Elles doivent être précédées de la mentions " Pour la Directrice et par délégation" suivie des fonctions du signataire. Le nom et le prénom du signataire devront accompagner la signature manuscrite.

Article 7 : La présente decision sera notifiée aux intéressés, transmise au Comptable de l'établissement, publiée sur le tableau d'affichage ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

A Cayeux sur Mer, 26 août 2024

Le Directeur Adjoint

Monsieur Stéphane COQUANT



La Directrice



Madame Hélène DERUDDRE

80-2024-08-26-00028

DELEGATION DE SIGNATURE DUFLOT
CYRIL-17122024092521



EHPAD
COIRET CHEVALIER
137 Rue du Maréchal Foch
80410 CAYEUX SUR MER
Téléphone : 03 22 26 02 20

DECISION

La Directrice de L'EHPAD COIRET-CHEVALIER,

Vu l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

Vu les articles D.6143-33 à 6143-35 du Code de la Santé Publique, relatifs aux conditions dans lesquelles le directeur d'un établissement public de santé peut déléguer sa signature,

Vu le Décret n ° 2099-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du Directoire des établissements publics de santé.

Vu l'arrêté de la Directrice Générale du GNG en date du 2 juillet 2024 nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 28 août 2024,

Vu la convention de direction commune en date du 1^{er} février 2018.

Considérant l'organigramme en date du 26 août 2024.

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature donnée à Monsieur Stéphane Coquant, Directeur Adjoint de l'EHPAD COIRET CHEVALIER, afin de signer tous actes de la compétence de la Directrice, tels que définis par l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration

Article 2 : Délégation de signature donnée à Monsieur Michel CLEMENT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Affaires générales et juridiques, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 3 : Délégation de signature donnée à Cyril DUFLOT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Ressources humaines et médicales, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 4 : Délégation de signature donnée à Monsieur Frédéric DUFOUR, Coordonnateur général des soins, afin de signer tous actes relevant de la Coordination générale des soins, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 5 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation :

- de veiller à ce que toutes décisions ou correspondances emportant conséquences pour le fonctionnement des établissements soient établies dans le respect de la pratique et de la stratégie définies pour l'EHPAD de COIRET CHEVALIER.
- respecter les procédures mise en place dans l'établissement.
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire

- de rendre compte, chaque fois que nécessaire, des opérations réalisées à l'autorité hiérarchique ou à l'autorité délégante

Article 6 : Les signatures des agents visés par la présente décision y sont annexées. Elles doivent être précédées de la mentions “ Pour la Directrice et par délégation” suivie des fonctions du signataire. Le nom et le prénom du signataire devront accompagner la signature manuscrite.

Article 7 : La présente décision sera notifiée aux intéressés, transmise au Comptable de l'établissement, publiée sur le tableau d'affichage ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

A Cayeux sur Mer, 26 août 2024

Le Directeur Adjoint

Monsieur Cyril DUFLOT



La Directrice

Madame Hélène DERUDDRE



80-2024-08-26-00027

DELEGATION DE SIGNATURE DUFOUR
FREDERIC-17122024092614



EHPAD
COIRET CHEVALIER
137 Rue du Maréchal Foch
80410 CAYEUX SUR MER
Téléphone : 03 22 26 02 20

DECISION

La Directrice de L'EHPAD COIRET-CHEVALIER,

Vu l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

Vu les articles D.6143-33 à 6143-35 du Code de la Santé Publique, relatifs aux conditions dans lesquelles le directeur d'un établissement public de santé peut déléguer sa signature,

Vu le Décret n ° 2099-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du Directoire des établissements publics de santé,

Vu l'arrêté de la Directrice Générale du GNG en date du 2 juillet 2024 nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 28 août 2024,

Vu la convention de direction commune en date du 1^{er} février 2018,

Considérant l'organigramme en date du 26 août 2024,

DECIDE

Article 1 : Délégation de signature donnée à Monsieur Stéphane Coquant, Directeur Adjoint de l'EHPAD COIRET CHEVALIER, afin de signer tous actes de la compétence de la Directrice, tels que définis par l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration

Article 2 : Délégation de signature donnée à Monsieur Michel CLEMENT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Affaires générales et juridiques, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 3 : Délégation de signature donnée à Cyril DUFLOT, Directeur Adjoint, afin de signer tous actes relevant de la Direction des Ressources humaines et médicales, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 4 : Délégation de signature donnée à Monsieur Frédéric DUFOUR, Coordonnateur général des soins, afin de signer tous actes relevant de la Coordination générale des soins, à l'exception des correspondances adressées aux autorités de tutelle, aux élus et aux membres du Conseil d'Administration.

Article 5 :

Ces délégations sont assorties de l'obligation :

- de veiller à ce que toutes décisions ou correspondances emportant conséquences pour le fonctionnement des établissements soient établies dans le respect de la pratique et de la stratégie définies pour l'EHPAD de COIRET CHEVALIER,
- respecter les procédures mise en place dans l'établissement,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire

- de rendre compte, chaque fois que nécessaire, des opérations réalisées à l'autorité hiérarchique ou à l'autorité délégante

Article 6 : Les signatures des agents visés par la présente décision y sont annexées. Elles doivent être précédées de la mentions " Pour la Directrice et par délégation" suivie des fonctions du signataire. Le nom et le prénom du signataire devront accompagner la signature manuscrite.

Article 7 : La présente decision sera notifiée aux intéressés, transmise au Comptable de l'établissement, publiée sur le tableau d'affichage ainsi qu'au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

A Cayeux sur Mer, 26 août 2024

Le Coordonnateur Général des Soins

Monsieur Frédéric DUFOUR



La Directrice



Madame Hélène DERUDDRE

Centre hospitalier d'Abbeville

80-2024-12-18-00007

SDirection24121910110



CENTRE HOSPITALIER
DIRECTION
43 rue de l'Isle
80142 ABBEVILLE CEDEX
☎ 03 22 25 52 01 - 📠 03 22 25 53 96
Courriel : direction@ch-abbeville.fr

Abbeville, le 18 décembre 2024.

La Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux compétences des directeurs des établissements publics de santé,

VU le décret n°2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

Vu la décision de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France en date du 2 juillet 2024, nommant Madame Hélène DERUDDRE en qualité de Directrice du Centre Hospitalier d'Abbeville (Somme) à compter du 26 août 2024,

Vu l'organigramme fonctionnel de la Coordination Générale des Soins,

Vu la nomination de Mme Marine LECLERCQ en qualité de cadre de santé dans l'unité de cardiologie, SMR Cardio-respiratoire, pôle de prévention et d'éducation du patient du Centre Hospitalier d'Abbeville.

DECIDE :

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Mme Marine LECLERCQ pour signer les permissions de sortie des patients, les autorisations de départs de corps sans mise en bière ainsi que les transports inter-sites.

Article 2 : Cette délégation prend effet à compter de sa date de signature, elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme et prendra fin automatiquement au changement d'affectation de Mme Marine LECLERCQ.

Directrice,
H. DERUDDRE.

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

80-2024-12-18-00003

Arrêté fixant le barème indemnisant la perte de
récoltes de maïs grain, maïs fourrage, betteraves
et tournesol

ARRÊTÉ

**Fixant le barème indemnisant la perte de récoltes de maïs grain, maïs
fourrage, betteraves et tournesol**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L426-1 à 8 et R426-1 à 29 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 juin 2024 portant délégation de signature à Monsieur Xavier ROUSSET, directeur départemental à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 septembre 2024 portant subdélégation de signature à Madame Caroline DUR, adjointe à la responsable du bureau nature à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu le barème 2024 de la perte de récolte maïs, le tournesol, la betterave et le sorgho de la commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibier du 29 novembre 2024 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles recueilli en séance le 18 décembre 2024 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1er. – Les barèmes pour la perte des récoltes du maïs grain, du maïs fourrage, de la betterave et du tournesol sont les suivants :

Culture	Barème
Maïs grain	135 € / tonne
Maïs fourrage	84,33 € / tonne de MS
Betteraves	35 € / tonne
Tournesol	43,70 €/ quintal

Article 2. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif d'Amiens – 14, rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 1 – dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Somme. Le tribunal administratif peut également être saisi, dans le même délai, par l'intermédiaire de l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 3. – Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme et le président de la fédération des chasseurs de la Somme sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Amiens, le 18/12/24

Le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer,
L'adjointe à la responsable du bureau nature,



Caroline DUR

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer 62

80-2024-12-16-00011

Classement de salubrité des zones de
production de coquillages vivants de la Somme



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des
territoires
et de la mer du Pas-de-Calais**

**Délégation à la mer et au littoral
Pas-de-Calais - Somme**

ARRÊTÉ

**portant classement de salubrité
des zones de production et de reparcage
des coquillages vivants du département de la Somme**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, et notamment son article 19 ;

Vu le règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 modifié relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 modifié fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement (CE) n° 2073/2005 du 15 novembre 2005 concernant les critères microbiologiques applicables aux denrées alimentaires ;

Vu le règlement (CE) n° 2023/915 de la Commission du 25 avril 2023 concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires ;

Vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2019/627 de la Commission du 15 mars 2019 établissant des modalités uniformes pour la réalisation de contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (CE) n° 2074/2005 de la Commission en ce qui concerne les contrôles officiels ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles R. 231-35 à R. 231-43 concernant les conditions sanitaires de production et de mise en marché des coquillages vivants et les dispositions du livre IX concernant la pêche maritime ;

Vu le code de la recherche et notamment ses articles R. 333-1 à R. 333-12 concernant le statut, les missions et l'organisation de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (IFREMER) ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État de deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;

Vu l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n° 50/2014 du 17 juillet 2014 réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir s'exerçant à pied dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2024 portant classement de salubrité des zones de production de coquillages vivants de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État de deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Considérant les résultats des analyses microbiologiques et chimiques effectuées par l'IFREMER et repris dans le rapport « Évaluation de la qualité des zones de production conchylicoles – période 2021-2023 - départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme - Édition 2024 » ;

Considérant l'étude sanitaire de zone au large de la Somme menée par l'IFREMER et consignée dans le rapport du 30 septembre 2024 ;

Considérant l'avis émis des membres des commissions départementales de suivi sanitaire des zones de production des coquillages vivants du Pas-de-Calais et de la Somme réunies respectivement les 10 et 24 octobre 2024 ;

Considérant l'avis des membres de la commission des cultures marines en application de l'article R.231-37 du code rural et de la pêche maritime lors de la consultation écrite du 7 novembre 2024 et consigné dans le compte rendu signé le 25 novembre 2024 ;

Sur proposition du directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Pas-de-Calais, délégué à la mer et au littoral pour le Pas-de-Calais et la Somme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Groupes de coquillages soumis à classement

Conformément à l'article R213-35 du code rural et de la pêche maritime, on entend par « coquillages » les espèces marines appartenant aux groupes des mollusques bivalves, des gastéropodes, des échinodermes et des tuniciers.

Les coquillages sont répartis en trois groupes distincts en regard de leur physiologie et de leur aptitude à la purification :

Groupe 1 Les gastéropodes filtreurs, les échinodermes et les tuniciers
(exemples : crépidules, oursins).

Groupe 2 Les bivalves fouisseurs, c'est à dire les mollusques bivalves filtreurs dont l'habitat
est constitué par les sédiments (exemples : coques, tellines).

Groupe 3 Les bivalves non fouisseurs, c'est à dire les autres mollusques bivalves filtreurs
(exemples : moules, huîtres).

Les pectinidés (coquilles saint Jacques, pétoncles ...) et les gastéropodes non filtreurs (bulots, bigorneaux, patelles ...) ne sont pas concernés par ce classement sanitaire. Ils peuvent donc par défaut être récoltés dans les zones non classées citées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 – Catégories de classement

Sur la base de résultats microbiologiques et chimiques, un classement sanitaire est défini pour chaque groupe de coquillages dans les zones de production (à l'exception des zones à exploitation occasionnelle dites « à éclipse »).

En fonction des niveaux de contamination, le classement de salubrité est défini selon trois classes :

Classement « A » : les coquillages peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe.

Classement « B » : les coquillages peuvent être récoltés, mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir subi un traitement dans un centre de purification ou après reparcage.

Classement « C » : les coquillages peuvent être récoltés, mais ne peuvent être mis sur le marché qu'après un reparcage de longue durée ou après avoir subi un traitement destiné à éliminer les micro-organismes pathogènes (stérilisation ou traitements par la chaleur définis au 5° du A du chapitre II de la section VII de l'annexe III du règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 modifié sus-visé).

Zone classée « I » : zones où il est strictement interdit d'élever ou de pêcher tout type de coquillages à titre professionnel ou de loisir.

La pêche sur les **zones à exploitation occasionnelle « EO »** dites « à éclipse » est soumise à autorisation préalable selon des conditions particulières fixées par arrêté préfectoral. L'absence de suivi sanitaire interdit toute pêche en dehors des périodes d'exploitation.

Article 3 – Classement et délimitations

L'emplacement, les limites et le classement des zones de production des coquillages vivants prévus au A du chapitre II de l'annexe II du règlement (CE) n° 854/2004 du 29 avril 2004 modifié susvisé situées en milieu ouvert sur le littoral du département du Pas-de-Calais sont définis en **annexe 1** du présent arrêté. Chaque zone de production est définie par un numéro d'identification et des références géographiques.

Les zones à exploitation occasionnelle dites « à éclipse » sont identifiées en **annexe 2** du présent arrêté. Aucun classement n'est précisé mais ces zones bénéficient d'un suivi sanitaire particulier au moment de leur exploitation. Les conditions d'exploitation et la qualité sanitaire de ces zones seront déterminées au moment de leur ouverture par arrêté préfectoral.

Les zones non classées pour les trois groupes de coquillages dans lesquelles aucune activité ne peut avoir lieu sont identifiées en « zones interdites à la pêche et à l'élevage de tous coquillages » en **annexe 3** du présent arrêté. Dans ces secteurs, la récolte de tous les coquillages définis au 1^{er} alinéa de l'article 1 du présent arrêté est interdite.

L'emplacement, les limites et le classement des zones de reparcage qui satisfont à la qualité sanitaire des zones de production classées en « A » conformément aux points A, B et C du chapitre II de la section VII de l'annexe III du règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 modifié susvisé des coquillages vivants situées en milieu ouvert sur le littoral du département du Pas-de-Calais sont définis en **annexe 4** du présent arrêté.

Chaque zone de production est cartographiée en **annexe 5** du présent arrêté.

Article 4 – Restrictions / interdictions

Les mollusques bivalves vivants ne peuvent être mis sur le marché, pour la consommation humaine, que lorsqu'ils répondent aux normes fixées au chapitre V du règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 modifié susvisé.

En cas de résultat d'analyse non conforme au classement sanitaire, le préfet de département fixe les modalités de gestion de la zone par arrêté.

La pêche des coquillages à titre professionnel est autorisée dans les zones où les coquillages sont classés A, B ou C sous réserve du respect des conditions d'exploitation de la zone définies par arrêté préfectoral.

L'élevage et la récolte de tous les coquillages sont interdits dans les zones listées en annexe 3 du présent arrêté. Le naissain peut cependant être récolté à titre exceptionnel après une autorisation préfectorale dans les conditions prévues par l'arrêté du 6 novembre 2013 susvisé fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées.

La pêche à pied à titre non professionnel (de loisir) des coquillages vivants destinés à la consommation exclusive du pêcheur et de sa famille ne peut être pratiquée dans les zones de production que sur les gisements naturels situés dans des zones classées A ou B pour le groupe de coquillages concerné.

Article 5 - Surveillance et contrôle

Après classement, les zones de production ou de reparcage de mollusques bivalves vivants font l'objet d'un programme de surveillance destiné à vérifier la pérennité du classement.

Des contrôles sont mis en place afin de vérifier :

- l'absence de fraudes sur l'origine, la provenance et la destination des mollusques bivalves vivants ;
- la qualité microbiologique des mollusques bivalves vivants en fonction des zones de production et de reparcage classées ;
- la présence possible de plancton toxigène ainsi que de biotoxines marines dans les mollusques bivalves vivants ;
- et la présence éventuelle de contaminants chimiques dans les mollusques bivalves vivants .

Les résultats de la surveillance et du contrôle peuvent conduire à soumettre temporairement l'exploitation d'une zone à des conditions plus contraignantes ou à suspendre toutes ou certaines formes d'activité.

Article 6 - Modalités de recours

Cet arrêté peut être contesté dans les 2 mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemercier -80000 Amiens) ou via l'application www.telerecours.fr.

Article 7 - Dispositions finales

Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 5 avril 2024 susvisé.

Article 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète d'Abbeville, le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais et le directeur des territoires et de la mer de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Fait à Amiens, le 16 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

Annexe 1
emplacements, limites et classements des zones de production de coquillages vivants de la Somme

Zones de production	Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Classement sanitaire		
		Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs
6280.00 Baie d'Authie	<u>Nord</u> : parallèle passant par la rue principale de Bellevue (commune de Berck sur mer – département du Pas-de-Calais) <u>Sud</u> : parallèle passant par la rue principale de la commune de Fort-Mahon <u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau <u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau	Non classé	C	Non classé
80.02 Quend - plage	<u>Nord</u> : parallèle passant par la rue principale de la commune de Fort-Mahon <u>Sud</u> : parallèle passant par l'extrémité sud des concessions d'élevage de moules sur bouchots de Saint-Quentin-en-Tourmont <u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau <u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau	Non classé	Cf annexe 2	B

Zones de production	Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Classement sanitaire		
		Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs
80.03 Baie de Somme nord	<p>Nord : parallèle passant par l'extrémité sud des concessions d'élevage de moules sur bouchots de Saint-Quentin-en-Tourmont</p> <p>Sud : parallèle passant par le phare du Hourdel (commune de Cayeux-sur-mer) et le feu à marée de Le Crotoy</p> <p>Ouest : laisse de plus basse mer de vive eau</p> <p>Est : laisse de plus haute mer de vive eau</p>	Non classé	B	Non classé
80.04 Baie de Somme sud	<p>Nord : parallèle passant par le phare du Hourdel (commune de Cayeux-sur-mer) et le feu à marée de Le Crotoy</p> <p>Sud : mollières de Saint-Valéry-sur-Somme</p>	Non classé	B	Non classé

Zones de production	Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Classement sanitaire		
		Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs
80.05 Cayeux Ault nord	<u>Nord</u> : parallèle passant par le phare du Hourdel (commune de Cayeux-sur-mer) et le feu à marée de Le Crotoy <u>Sud</u> : parallèle passant par le début des falaises vives de la plage d'Onival (commune de Woignarue) <u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau <u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau	Non classé	Cf annexe 2	Non classé
80.06 Bois de Cise Mers les Bains	<u>Nord</u> : parallèle passant par le début des falaises vives de la plage d'Onival (commune de Woignarue) <u>Sud</u> : limite des départements de la Somme et de la Seine Maritime <u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau <u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau	Non classé	Non classé	Cf annexe 2

Zones de production	Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Classement sanitaire																										
		Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs																								
80.07 au large de la Somme	Nord : limite des départements du Pas-de-Calais et de la Somme Sud : limite des départements de la Somme et de la Seine-Maritime Ouest : au-delà de la limite des 12 milles nautiques Est : limite des 6 milles nautiques	Non classé	A * du 1 ^e juin au 30 septembre	Non classé																								
			NC du 1 ^{er} octobre au 31 mai																									
		<table><tr><td>Points sur la carte</td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>A 6</td><td>1°16,007' E</td><td></td><td>50°8,743' N</td></tr><tr><td>B 6</td><td>1°7,019' E</td><td></td><td>50°15,085' N</td></tr><tr><td>C 6</td><td>1°9,919' E</td><td></td><td>50°21,228' N</td></tr><tr><td>D 6</td><td>1°12,973' E</td><td></td><td>50°21,977' N</td></tr><tr><td>E 6</td><td>1°22,394' E</td><td></td><td>50°22,087' N</td></tr></table>			Points sur la carte				A 6	1°16,007' E		50°8,743' N	B 6	1°7,019' E		50°15,085' N	C 6	1°9,919' E		50°21,228' N	D 6	1°12,973' E		50°21,977' N	E 6	1°22,394' E		50°22,087' N
Points sur la carte																												
A 6	1°16,007' E		50°8,743' N																									
B 6	1°7,019' E		50°15,085' N																									
C 6	1°9,919' E		50°21,228' N																									
D 6	1°12,973' E		50°21,977' N																									
E 6	1°22,394' E		50°22,087' N																									

* La qualité sanitaire définitive sera évaluée quand 24 résultats au total (incluant les 12 résultats obtenus pendant l'étude sanitaire), sur une période maximale de 5 ans, auront été obtenus.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité des zones de production et de reparcage de coquillages vivants de la Somme

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Emmanuel MOULARD

Annexe 2

zones de production de coquillages vivants de la Somme dont l'exploitation est soumise à autorisation préalable et sous conditions particulières (zones « à éclipse »)

Zones de production		Classement sanitaire																		
80.02 Quend - plage		Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs															
		<p><u>Nord</u> : parallèle passant par la rue principale de la commune de Fort-Mahon</p> <p><u>Sud</u> : parallèle passant par l'extrémité sud des concessions d'élevage de moules sur bouchots de Saint-Quentin-en-Tourmont</p> <p><u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau</p> <p><u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau</p> <table><tr><th>Points sur la carte</th><th>Longitude (X)</th><th>Latitude (Y)</th></tr><tr><td>A 2</td><td>595791,04</td><td>7027742,49</td></tr><tr><td>B 2</td><td>596614,77</td><td>7027733,78</td></tr><tr><td>C 2</td><td>595889,1</td><td>7020544,31</td></tr><tr><td>D 2</td><td>594190,08</td><td>7020558,49</td></tr></table>	Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)	A 2	595791,04	7027742,49	B 2	596614,77	7027733,78	C 2	595889,1	7020544,31	D 2	594190,08	7020558,49	Non classé	EO Pas de précision de classement (exploitation soumise à autorisation préalable et sous conditions particulières)	Cf annexe 1
			Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)															
			A 2	595791,04	7027742,49															
			B 2	596614,77	7027733,78															
			C 2	595889,1	7020544,31															
			D 2	594190,08	7020558,49															
		<p><u>Nord</u> : parallèle passant par le phare du Hourdel (commune de Cayeux-sur-mer) et le feu à marée de Le Crotoy</p> <p><u>Sud</u> : parallèle passant par le début des falaises vives de la plage d'Onival (commune de Woignarue)</p> <p><u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau</p> <p><u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau</p> <table><tr><th>Points sur la carte</th><th>Longitude (X)</th><th>Latitude (Y)</th></tr><tr><td>A 5</td><td>591501,98</td><td>7013979,52</td></tr><tr><td>B 5</td><td>596429,75</td><td>7013936,45</td></tr><tr><td>C 5</td><td>589256,44</td><td>7002260,5</td></tr><tr><td>D 5</td><td>588565,39</td><td>7002262,95</td></tr></table>	Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)	A 5	591501,98	7013979,52	B 5	596429,75	7013936,45	C 5	589256,44	7002260,5	D 5	588565,39	7002262,95	Non classé	EO Pas de précision de classement (exploitation soumise à autorisation préalable et sous conditions particulières)	Non classé
			Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)															
			A 5	591501,98	7013979,52															
			B 5	596429,75	7013936,45															
			C 5	589256,44	7002260,5															
			D 5	588565,39	7002262,95															

Zones de production	Délimitations de la zone (limites, coordonnées géographiques exprimées en Lambert 93)	Classement sanitaire																	
		Groupe 1 Gastéropodes filtreurs, échinodermes, tuniciers	Groupe 2 bivalves fouisseurs	Groupe 3 bivalves non fouisseurs															
80.06 Bois de Cise Mers les Bains	<u>Nord</u> : parallèle passant par le début des falaises vives de la plage d'Orival (commune de Woignarue) <u>Sud</u> : limite des départements de la Somme et de la Seine Maritime <u>Ouest</u> : laisse de plus basse mer de vive eau <u>Est</u> : laisse de plus haute mer de vive eau	Non classé	Non classé	EO Pas de précision de classement (exploitation soumise à autorisation préalable et sous conditions particulières)															
	<table><tr><td>Points sur la carte</td><td>Longitude (X)</td><td>Latitude (Y)</td></tr><tr><td>A 6</td><td>588565,39</td><td>7002262,95</td></tr><tr><td>B 6</td><td>589256,44</td><td>7002260,5</td></tr><tr><td>C 6</td><td>583526,92</td><td>6997936,84</td></tr><tr><td>D 6</td><td>583911,2</td><td>6997481,32</td></tr></table>	Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)	A 6	588565,39	7002262,95	B 6	589256,44	7002260,5	C 6	583526,92	6997936,84	D 6	583911,2	6997481,32			
Points sur la carte	Longitude (X)	Latitude (Y)																	
A 6	588565,39	7002262,95																	
B 6	589256,44	7002260,5																	
C 6	583526,92	6997936,84																	
D 6	583911,2	6997481,32																	

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité des zones de production et de reparcage de coquillages vivants de la Somme

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD

Annexe 3

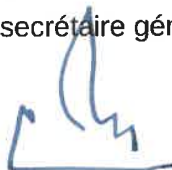
**emplacements, limites et classements des zones de reparcage
de coquillages vivants de la Somme**

Aucune zone interdite à la pêche et à l'élevage de tous coquillages
n'est définie dans la Somme

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité des zones de production et de
reparcage de coquillages vivants de la Somme

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Emmanuel MOULARD


Annexe 4

**emplacements, limites et classements des zones de reparcage
de coquillages vivants de la Somme**

Aucune zone de reparcage n'est définie dans la Somme

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité des zones de production et de
reparcage de coquillages vivants de la Somme

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a horizontal line at the bottom.

Emmanuel MOULARD

Annexe 5

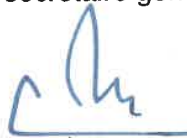
cartographie des zones de production classées de coquillages vivants de la Somme

Plan général

Zone 6280.00	Baie d'Authie
Zone 80.02	Quend plage
Zone 80.03	Baie de Somme nord
Zone 80.04	Baie de Somme sud
Zone 80.05	Cayeux – Ault nord
Zone 80.06	Bois de Cise – Mers les Bains
Zone 80.07	au large de la Somme

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité des zones de production et de reparcage
de coquillages vivants de la Somme

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD



**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Légende:
 Zone de production

0 2,5 5 km

plan annexé
à l'arrêté du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme

Réalisation : SAMI
Date : décembre 2024
Référence : IGN SCAN100
Projet : Océanographie MARINE/CLASSEMENT SANITAIRE/Classement sanitaire eaux 62-80.tgz



**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Réalisation : SAND
Date : Mai 2024
Référence : IGN *SCAN25

0 1 2 km

Légende:

- Point limite de zone
- Zone de production

plan annexé
à l'arrêté du ... **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme



point	X (L93)	Y (L93)
B2-C0	596614.77	7027733.78
A2-D0	595791.04	7027742.49
B3-C2	595889.1	7020544.31
A3-D2	594190.08	7020558.49

**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

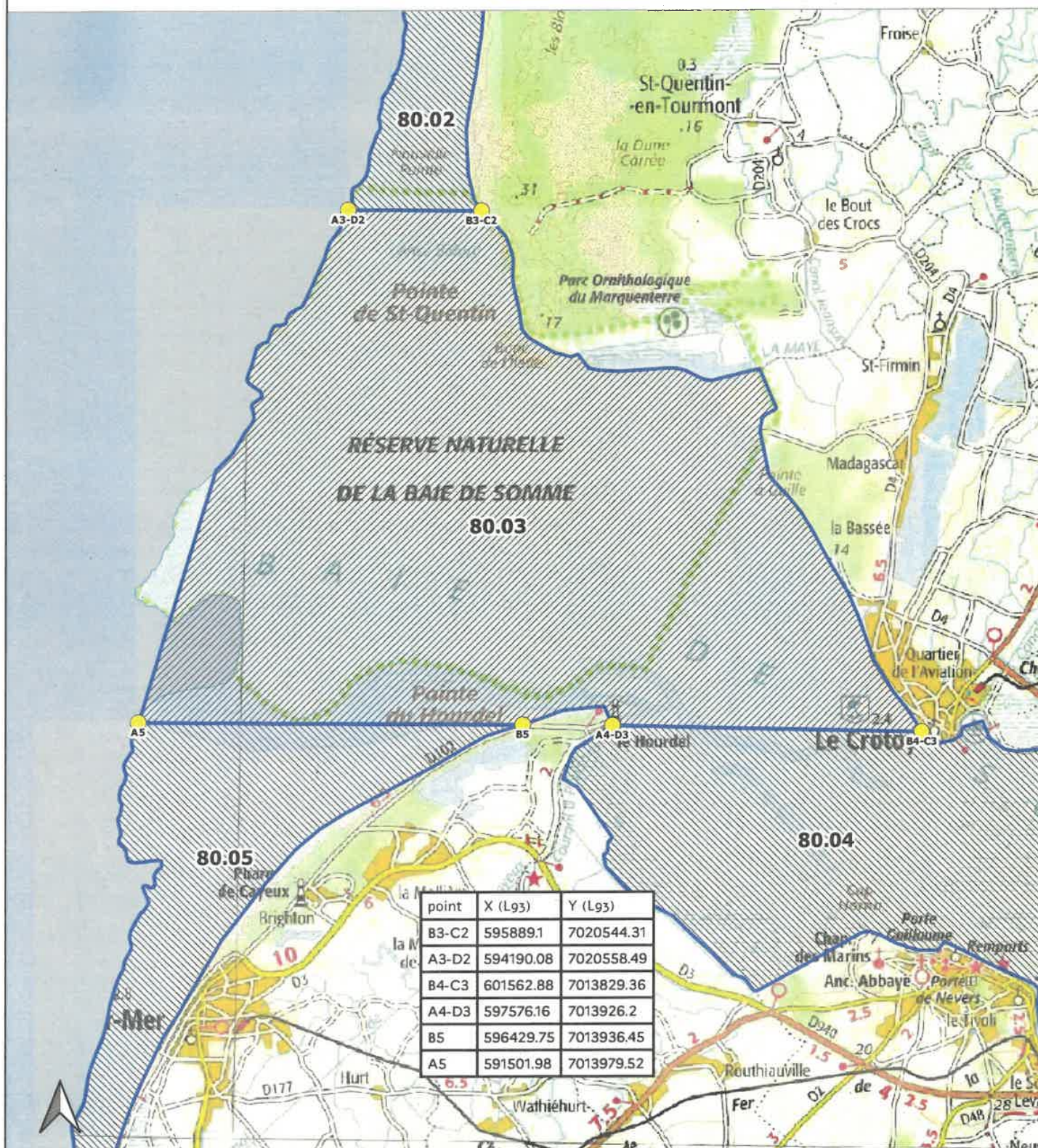
Realisation : SAMI
Date : Mars 2024
Référence : IGN SCAN100

0 1 2 km

Légende:

- Point limite de zone
- Zone de production

plan annexé
à l'arrêté du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme



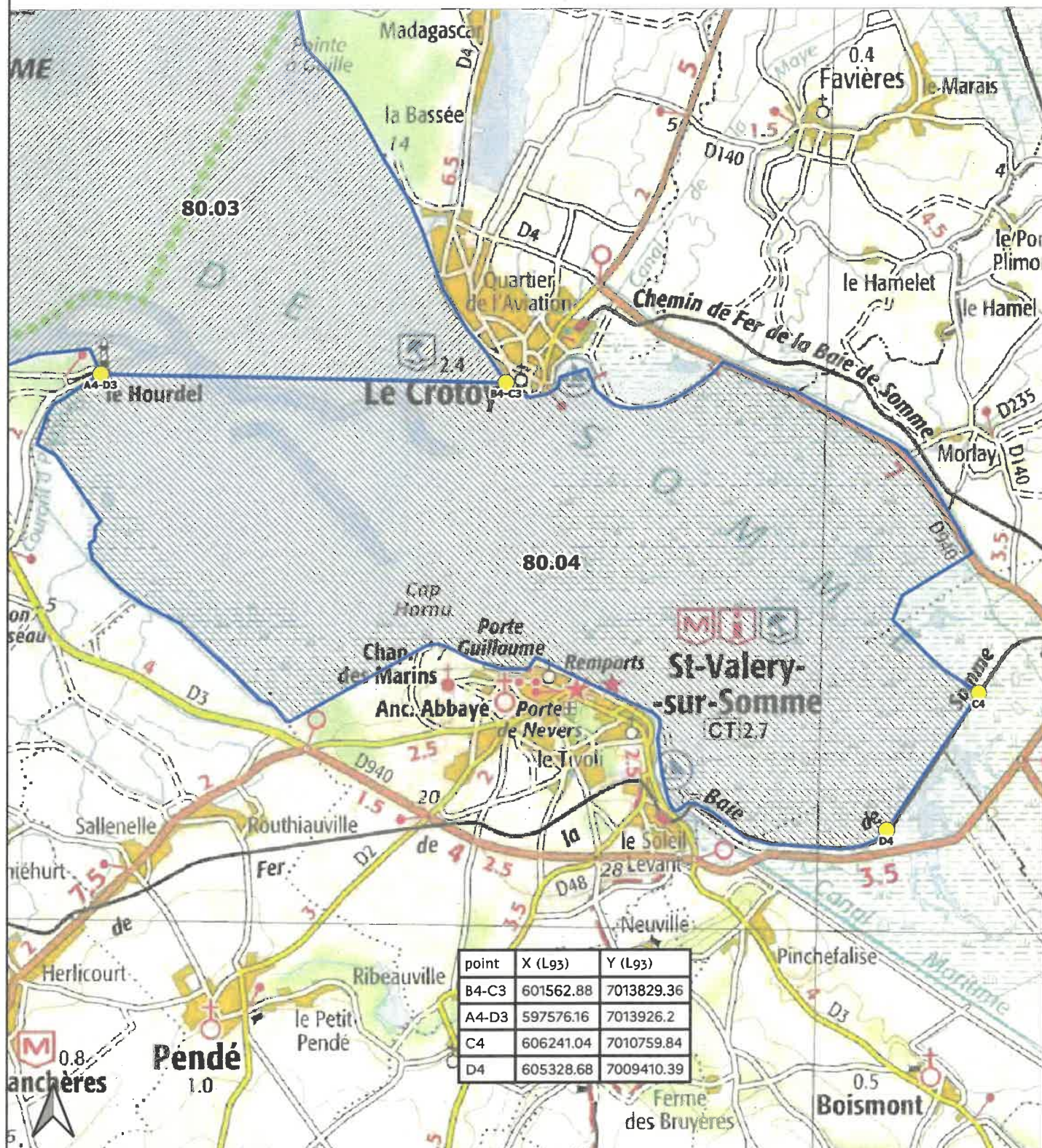
**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Réalisation : SAML
Date : Mars 2024
Référence : IGN_SCAN100

0 1 2 km

Légende:
● Point limite de zone
▨ Zone de production

plan annexé
à l'arrêté du ...1...6...DEC. 2024
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme



**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Realisation : SAMI
Date : Mars 2024
Reference : IGM SC44100

0 1 2 km

Légende:

- Point limite de zone
- Zone de production

plan annexé
à l'arrêté du ... **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme



**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Realisation : SAML
Date : Mars 2024
Référence : IGN SCAN100

0 1 2 km

Légende:

- Point limite de zone
- Zone de production



plan annexé
à l'arrêté du **16 DEC. 2024**
portant classement de salubrité
des zones de production
et de repavage de coquillages
vivants de la Somme



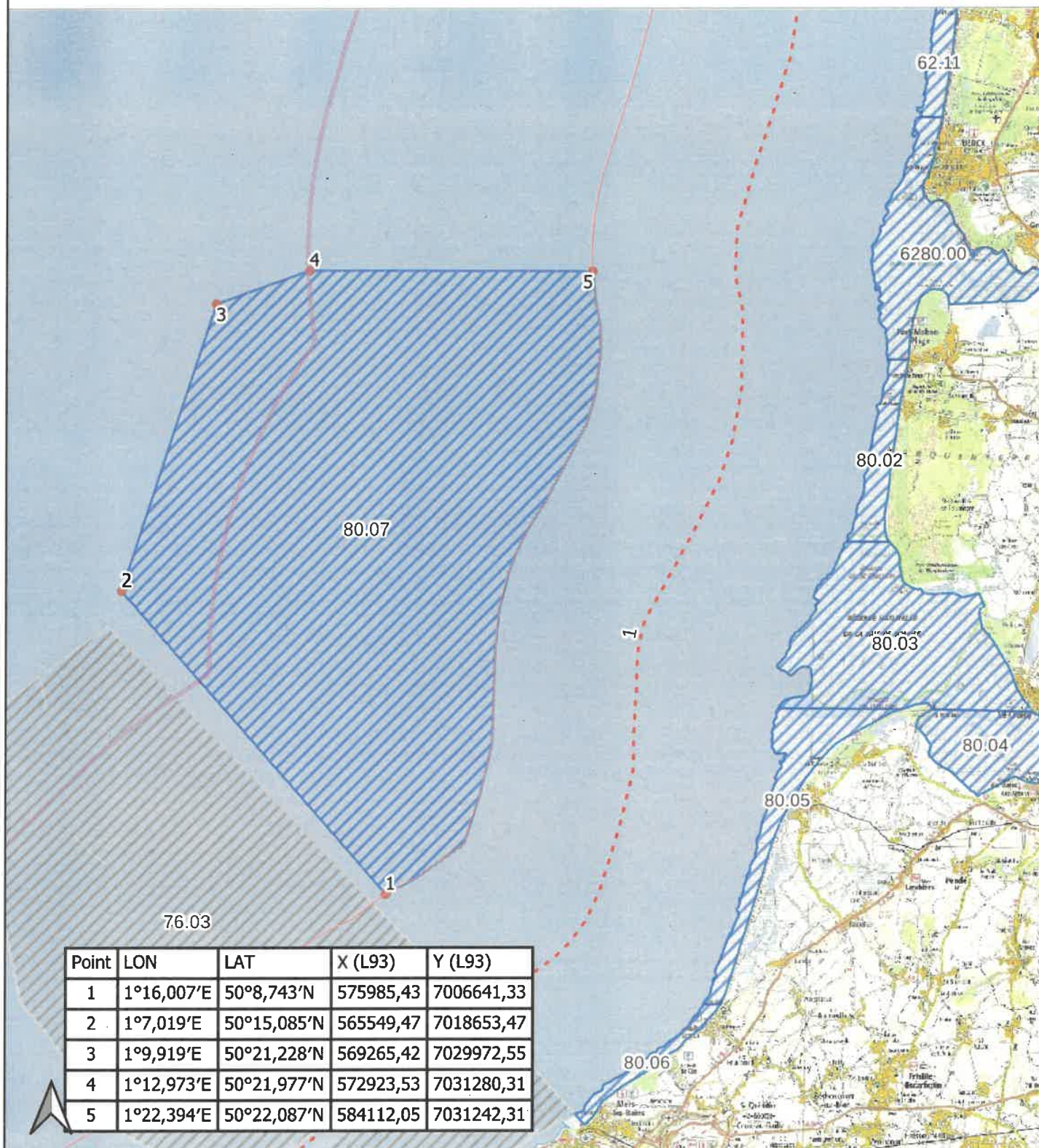
**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Réalisation : SAML
Date : Mars 2024
Référence : IGN SCAN100

Légende:

-  Point limite de zone
 Zone de production

plan annexé
à l'arrêté du ... 16 DEC. 2024
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme



**Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais**

Légende:

- Limite des 12 milles
- Limite des 6 milles
- Limite des 3 milles
- Zone de production
- Point limite de zone de production

Realisation : SAMI
Date : decembre 2024
Reference : IGN SCAN100
Projet : O:\LITTORAL\CULTURE MARINE\CLASSEMENT SANITAIRE\Classement sanitaire eaux 62-80.qix

16 DEC. 2024
plan annexe
à l'arrêté du
portant classement de salubrité
des zones de production
et de reparcage de coquillages
vivants de la Somme

0 2 4 6 km

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2024-12-18-00004

ARRÊTÉ portant interdiction de rassemblement
festif à caractère musical
de type free party, rave party, teknival et
interdiction de circulation
de tout véhicule transportant du matériel de son
à destination
d'un rassemblement festif à caractère musical
dans le département de la Somme



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté BSI – n°2024/925

ARRÊTÉ

**portant interdiction de rassemblement festif à caractère musical
de type free party, rave party, teknival et interdiction de circulation
de tout véhicule transportant du matériel de son à destination
d'un rassemblement festif à caractère musical dans le département de la Somme**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9 et R. 211-27 à R. 211-30 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT préfet de la Somme ;

Considérant que des rassemblements musicaux de type free party ou rave party ont traditionnellement lieu lors de la Saint-Sylvestre ;

Considérant notamment qu'un tel rassemblement a eu lieu le 31 décembre 2022 sur une parcelle des Hortillonnages, site naturel protégé à Amiens accessible uniquement en barque, ne permettant pas aux forces de l'ordre d'intervenir ;

Considérant que plusieurs rassemblements festifs musicaux non autorisés de type free party, rave party ont été recensés dans le département de la Somme en septembre 2022, dans la nuit du 22 au 23 avril 2023, dans la nuit du 20 au 21 mai 2023 ou encore dans la nuit du 18 juin 2023 ,

Que plusieurs rassemblements festifs musicaux non autorisés de type free party, rave party ont été recensés dans le département depuis mai 2024,

Que sept événements de ce type ont eu lieu consécutivement depuis le début de l'année, dont 3 les 14, 22 et 29 septembre 2024 puis le 11 octobre 2024, sur des terrains privés ;

Considérant que ce type d'événements non déclarés est susceptible de rassembler plusieurs centaines voire milliers de personnes durant plusieurs jours consécutifs, mettant en péril leur propre sécurité faute de mesures préalablement établies et évaluées et engendrant de potentielles atteintes graves à la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques sur le lieu de rassemblement ainsi que pour le voisinage et sur les axes de circulation alentours ;

Considérant que l'activité des services de secours et de sécurité dans le département ne permet pas de disposer des effectifs suffisants pour assurer la sécurité des rassemblements festifs à caractère musical non déclarés dont le lieu exact n'est pas prévisible à l'avance et alors même que plusieurs manifestations et événements se déroulent dans le département pendant la période considérée, dans un contexte de menace terroriste élevée ;

Considérant que, dans ces circonstances, la nature et les conditions d'organisation de cet événement sont de nature à provoquer des troubles graves à l'ordre et à la tranquillité publics ;

Considérant qu'à l'occasion de tels rassemblements les participants peuvent être amenés à consommer des produits stupéfiants ou de l'alcool qui conduisent à altérer leur discernement, y compris sur la route en quittant les lieux de rassemblement ;

Considérant que la nature et les conditions d'organisation des rassemblements festifs à caractère musical sont de nature à provoquer des troubles graves à l'ordre et à la tranquillité publics ;

Considérant que le maintien de la sécurité publique par les forces de sécurité intérieure suppose l'engagement de moyens humains et d'équipements importants qui n'est pas garanti ;

Considérant l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il convient de limiter l'utilisation de matériels de sonorisation qui contribueraient à maintenir dans le temps et dans un lieu fixe le rassemblement de personnes favorisant le risque de troubles à l'ordre public ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

Article 1^{er} – La tenue des rassemblements festifs à caractère musical de type free party, rave party, teknival, est interdite du samedi 28 décembre 2024 8H00 jusqu'au jeudi 2 janvier 2025 à 08H00 sur l'ensemble du département de la Somme.

Article 2 – La circulation de tout véhicule transportant du matériel de sonorisation collectif et/ou de groupe électrogènes supérieurs à 10kVA pouvant les alimenter, susceptibles d'être utilisés pour un rassemblement musical, est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau national et réseau secondaire) du département de la Somme du samedi 28 décembre 2024 8H00 jusqu'au jeudi 2 janvier 2025 à 08H00.

Article 3 – Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser un procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur, et pourront donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

Article 4 – Le directeur de cabinet du Préfet de la Somme, les sous-préfets des arrondissements d'Abbeville et de Péronne, les sous-préfets d'Amiens et de Montdidier, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Somme, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Somme, et les maires du département de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État dans la Somme et dont une copie sera adressée au procureur de la République de la Somme.

Fait à Amiens, le

18 DEC. 2024

Le préfet,



Rollon MOUCHEL-BLAISOT

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la notification, l'objet des voies de recours suivantes :

- un recours gracieux, formulé auprès du préfet de la Somme / 51 rue de la République à Amiens (80020).
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur / Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, place Beauvau à Paris (75008).

Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- un recours contentieux, devant le tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à Amiens (80000) ou par voie électronique par le site www.telerecours.fr.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois à compter de la date de notification de la décision contestée, ou dans les deux mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2024-12-18-00005

ARRÊTÉ réglementant la vente, le transport et
l'utilisation des artifices de divertissements et
articles pyrotechniques, des produits
combustibles et de l'acide chlorhydrique dans le
département de la Somme



PRÉFET DE LA SOMME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté BSI – n°2024/924

ARRÊTÉ

réglementant la vente, le transport et l'utilisation des artifices de divertissements et articles pyrotechniques, des produits combustibles et de l'acide chlorhydrique dans le département de la Somme

LE PRÉFET DE LA SOMME CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code pénal ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L557-4 et suivants, et les articles R 557-6-1 et suivants ;

Vu le code de la défense et notamment son article L2353-4 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret modifié n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT préfet de la Somme ;

Considérant les risques de violences urbaines et de troubles à l'ordre public qui sont inhérents aux fêtes de fin d'année et qui pourraient survenir dans certaines communes et agglomérations du département de la Somme ;

Que le risque d'incendie qui pourrait être provoqué par des individus isolés ou en réunion contre des biens, en particulier des véhicules et des équipements publics lors de ces fêtes, est persistant tous les ans en fin d'année ;

Que l'un des moyens pour commettre des incendies ou des tentatives d'incendies volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, les carburants, les combustibles domestiques et l'acide chlorhydrique dans tout récipient transportable ;

Considérant que les risques de trouble à l'ordre et à la tranquillité publics provoqués par l'emploi de ces artifices peuvent être importants à l'occasion des rassemblements de personnes ;

Considérant la nécessité de prévenir ces troubles et ces risques par des mesures limitées dans le temps et adaptées au territoire concerné ;

Que l'autorité de police générale reste compétente pour prendre les mesures nécessaires à la tranquillité, à la sécurité et à la salubrité publique, si leur édicton est rendue nécessaire par des raisons impérieuses liées à des circonstances locales ;

Qu'aux termes de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales, le représentant de l'État dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à la salubrité, à la sûreté et à la salubrité publique, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

Article 1 – La vente, l'achat, la distribution et le transport de carburants et d'acide chlorhydrique sont interdits, dans tout récipient transportable, sauf nécessité dûment justifiée, dans l'ensemble du département de la Somme du vendredi 20 décembre 2024 8H00 jusqu'au jeudi 2 janvier 2025 à 08H00.

Article 2 – Les détaillants, gérants et exploitants de stations-services, notamment de celles qui disposent d'appareils automatisés permettant la distribution de carburants, prennent les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

Article 3 – La vente, le transport et l'utilisation des artifices de divertissements des groupes F2 à F4 ou C2 à C4, au sens de l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs sont interdits sur la voie publique ou en direction de la voie publique dans l'ensemble du département de la Somme du vendredi 20 décembre 2024 8H00 jusqu'au jeudi 2 janvier 2025 à 08H00.

Article 4 – Par dérogation à l'article 3, la vente aux seules personnes titulaires d'un certificat de qualification, d'un agrément délivré par l'autorité préfectorale, prévu aux articles 5 et 6 du décret du 31 mai 2010 susvisé et l'utilisation par celles-ci des artifices mentionnés par le décret du 4 mai 2010, demeurent autorisés durant la période.

Article 5 – Le directeur de cabinet du Préfet de la Somme, les sous-préfètes des arrondissements d'Abbeville et de Péronne, les sous-préfets d'Amiens et de Montdidier, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Somme, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Somme, et les maires du département de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État dans la Somme et dont une copie sera adressée au procureur de la République de la Somme.

Fait à Amiens, le

18 DEC. 2024

Le préfet,

Rollon MOUCHEL-BLAISOT

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la notification, l'objet des voies de recours suivantes :

- un recours gracieux, formulé auprès du préfet de la Somme / Direction des sécurités / Bureau de la sécurité intérieure, 51 rue de la République à Amiens (80020).
- un recours hiérarchique, auprès du Ministre de l'Intérieur / Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, place Beauvau à Paris (75008).

Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- un recours contentieux, devant le tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à Amiens (80000) ou par voie électronique par le site www.telerecours.fr.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois à compter de la date de notification de la décision contestée, ou dans les deux mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.